
MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

N°2025-021

**PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES ETABLISSEMENTS
DU GHT DE L'UNION HOSPITALIERE DE CORNOUAILLE**

G.H.T. DE L'UNION HOSPITALIERE DE CORNOUAILLE

Etablissement support (Pouvoir Adjudicateur) :

Centre Hospitalier de Cornouaille
14 avenue Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper cedex
Tél : 02 98 52 63 38 - Fax : 02 98 52 62 10
SIRET : 262 903 610 00018

Etablissements Parties :

Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) du Finistère Sud

18 Hent Glaz - CS 16003 - 29107 Quimper cedex
Tel : 02 98 98 66 15 - Fax : 02 98 98 66 30
SIRET : 262 900 020 000 13

Centre Hospitalier Michel Mazéas - Douarnenez

83, rue Laennec – BP20021- 29171 Douarnenez Cedex
Tel : 02 98 75 14 65 - Fax : 02 98 75 14 62
SIRET : 262 900 061 000 17

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert établi en application des articles L2124-2
R2124-2-1° et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Article 1. Objet et durée de la consultation.....	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord cadre	4
1.3. Attribution, forme et engagement	4
1.4. Durée et reconduction	4
1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre	5
1.6. Sous traitance.....	5
Article 2. -Documents contractuels	5
Article 3. -Délais et d'exécution	6
3.1. Délais d'exécution.....	6
3.2. Bons de commande	6
Article 4. -Conditions de livraison et d'exécution	6
4.1. Documents à fournir	6
4.2. Lieu d'intervention	7
4.3. Accès – Consignes	7
4.4. Confidentialité.....	7
4.5. Moyens mis à disposition du titulaire	7
4.6. Personnel d'intervention du titulaire	7
4.7. Réparation des dégâts	7
Article 5. -Opérations de vérifications	7
Article 6. -Garantie contractuelle	7
Article 7. -Retenue de garantie.....	8
Article 8. -Modalités de détermination des prix.....	8
8.1 Répartition des paiements.....	8
8.2. Contenu des prix	8
8.3. Prix de règlement	8
8.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	9
Article 9. -Avance	9
Article 10. -Acomptes et paiements partiels définitifs	9
Article 11. -Paiement - établissement de la facture	9
11.1. Mode de règlement.....	9
11.2. Présentation des demandes de paiement	9
Le titulaire communiquera avec la facture les comptes rendus électroniques justifiant le service fait.	10
11.3. Intérêts moratoires.....	10
Article 12. Clauses techniques	11
Article 13. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	11
Article 14. Pénalités	11
Article 15. Informations techniques – Transfert de compétences.....	13
Article 16. Dispositions diverses	13
16.1. Assurance.....	13
Article 17. Règlement des litiges	13
17.1. Règlement amiable.....	13
17.2. Règlement des contentieux	13
Article 18. Résiliation – Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
Article 19. Modification du marché – clause de réexamen	14
Article 20. Obligations du titulaire	14
20.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14

20.2. Modification des données administratives	15
20.3. Reprise du personnel du titulaire précédent.....	15
Article 21. Traitement des informations comportant des données	15
Article 22. Confidentialité, sécurité et protection des données	16
Article 23. Dérogations aux documents généraux	16

Article 1. Objet et durée de la consultation

1.1. Objet

La présente consultation a pour objet la prestation de nettoyage des locaux des établissements du GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille.

Etablissements concernés :

- ☐ Centre Hospitalier de Cornouaille (Quimper et Concarneau),
- ☒ EPSM du Finistère Sud (site principal de Quimper et structures extérieures en Finistère sud),
- ☐ Centre Hospitalier Michel Mazéas de Douarnenez (Centre Hospitalier, Résidences les Jardins du Clos et Ty Marhic).

Le cas échéant un avenant sera établi pour mettre à jour la liste des structures bénéficiaires.

Les dispositions techniques figurent au Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif au présent l'accord-cadre.

1.2. Décomposition de l'accord cadre

1.2.1 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

1.2.2 Lots

Le présent marché est traité à lot unique.

1.3. Attribution, forme et engagement

Attribution

L'accord-cadre est mono-attributaire en application de l'article en application des articles R2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Forme

L'accord-cadre sera exécuté principalement par l'émission de bons de commande (pour l'ensemble des prestations figurant au tableau d'offres) et par la conclusion de marchés subséquents (pour les prestations ne figurant pas au tableau d'offres mais relevant de l'objet du présent accord cadre). Ces marchés subséquents ainsi conclus seront exécutés par l'émission de bons de commande.

Engagement

L'accord-cadre est conclu avec un maximum fixé à 350 000 € HT/période.

1.4. Durée et reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une période contractuelle initiale de 12 mois à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, au 30 avril 2027.

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois.

La décision de reconduire l'accord-cadre interviendra de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à avertir le titulaire. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre. Selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

Les marchés qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront dits « marchés subséquents » et exécutés par l'émission de bons de commande.

La demande d'offre pourra être établie par tous moyens à convenance du pouvoir adjudicateur ou de son représentant (courriel, fax, courrier...).

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise d'une offre.

Chaque offre simplifiée pour un marché subséquent, dite « devis », sera datée et signée par une personne habilitée pour représenter le titulaire. Elle comportera :

- La désignation de la prestation à effectuer
- La date d'intervention
- Le prix € HT
- Le taux de TVA
- Le prix TTC

La tarification de la prestation demandée sera calculée à partir du tarif horaire indiqué dans l'offre du titulaire.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à fournir une offre lors des consultations lancées par le pouvoir adjudicateur en vue de la conclusion des marchés subséquents dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

1.6. Sous traitance

En application des articles R2193-1 à 16 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du C.C.A.G. FCS, les titulaires d'un marché sont autorisés à sous-traiter l'exécution de certaines parties de leur marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et qu'ils répondent aux critères de qualifications professionnelles et de garanties exigées.

Article 2. -Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe,
- le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) - Arrêté du 30 mars 2021
- le dossier technique du candidat

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP/CCTP et CCAG-FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Article 3. -Délais et d'exécution

3.1. Délais d'exécution

Périodicité

La périodicité pour chaque structure, ainsi que les heures d'intervention sont indiquées sur l'Annexe Financière et sur l'annexe 1 du CCTP.

Dans le cas des fermetures temporaires de structures, l'EPSM du Finistère Sud informera par courriel le prestataire au plus tard 7 jours avant la date prévue, afin qu'il puisse modifier son planning.

3.2. Bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande émis par chacun des établissements du GHT qui comporteront :

- La référence au marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la prestation ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- La date d'intervention ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et à signer les bons de commande est le Directeur de la Direction des Finances, de la Communication et de la Logistique de l'EPSM du Finistère Sud ou son représentant

Durée d'exécution des bons de commande : Les bons de commande pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique.

Article 4. -Conditions de livraison et d'exécution

4.1. Documents à fournir

Le titulaire du marché est tenu de présenter les documents ci-dessous à l'établissement bénéficiaire sous peine d'une pénalité décrite à l'article 14 du présent CCAP.

Avant le début du marché

- Les justificatifs d'assurances à l'égard des tiers
- La liste nominative du personnel
- Le planning détaillé des prestations

Au début du marché (20 jours maximum après la date de notification)

- Une attestation de formation du personnel sur les techniques de nettoyage
- La liste du matériel
- La liste des produits utilisés et les fiches techniques
- La grille du contrôle qualité des prestations
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Pendant l'exécution du marché

- Les justificatifs d'assurances à l'égard des tiers actualisé tous les ans
- La liste nominative du personnel à jour
- Une attestation de formation du personnel sur les techniques de nettoyage en cas de changement de produit et/ou de personnel
- Le cahier de liaison (le cas échéant)

- La liste du matériel et des produits utilisés en cas de modification
- Le recensement des badgeages hebdomadaire
- Le nom des remplaçants en cas d'absence (à communiquer au plus tard la veille)

4.2. Lieu d'intervention

Les lieux d'intervention par structure sont définis sur l'annexe financière.

4.3. Accès – Consignes

Le personnel du titulaire a accès aux locaux, s'il est muni d'une carte professionnelle nominative.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité préconisées dans l'Etablissement et se conformer aux règles suivantes :

- Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement,
- Tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant),
- Respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables dans les services concernés (décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986)
- Respect des règles en milieu hospitalier (secret professionnel, confidentialité des dossiers, discrétion, charte du patient,...)

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être porteur du badge d'identification.

D'une façon générale, les agents devront strictement respecter les consignes inscrites au règlement intérieur de l'établissement. S'agissant d'un hôpital, ils devront être particulièrement discrets.

L'entreprise s'engage à retirer, sur simple demande de la personne publique, tout agent qui contreviendrait aux prescriptions ci-dessus.

4.4. Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur doivent respecter les règles de confidentialité prévues à l'article 5.1 du CCAG-FCS, et notamment les informations couvertes par le secret médical.

4.5. Moyens mis à disposition du titulaire

Se reporter au CCTP.

4.6. Personnel d'intervention du titulaire

Se reporter au CCTP.

4.7. Réparation des dégâts

Les dégâts provoqués par le titulaire, lors de son intervention devront être réparés à ses frais.

Article 5. -Opérations de vérifications

Le CCTP décrit les objectifs à atteindre.

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Article 6. -Garantie contractuelle

Sans objet.

Article 7. -Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 8. -Modalités de détermination des prix

8.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

8.2. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire ou des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées, selon les stipulations de l'acte d'engagement et bordereaux de prix.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation, objet du présent marché dont notamment, à titre non limitatif, l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant intervenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.3. Prix de règlement

Les prix figurant dans l'offre sont **fermes la première année du contrat** puis sont révisables à la hausse comme à la baisse une fois par an à la date anniversaire de notification, par référence aux tarifs et barèmes de prix consentis par le titulaire à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Ils sont révisables en cas de reconduction à chaque date anniversaire selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (SN_{nf} / SN_{ni})]$$

Sachant que :

P = Prix révisé en euros hors taxes,

P₀ = Prix initial du marché en euros hors taxes pour la première révision, puis prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente,

SN_{nf} = valeur finale de l'indice CPF 81.2 – Services de nettoyage - Identifiant final 010546132

SN_{ni} = valeur initiale de l'indice CPF 81.2 – Services de nettoyage - Identifiant initial 010546132

SN_n = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - identifiant 010546132

Cette formule suivante s'applique aussi bien pour les prix forfaitaires que pour les prix unitaires

Clause de préavis

Le titulaire du marché s'engage à notifier à la personne publique contractante par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux barèmes et tarifs au moins 2 mois avant la date anniversaire de la date de notification, sous peine de forclusion.

Prix promotionnels :

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à informer et à faire bénéficier le GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période contractuelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

8.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 9. -Avance

Sans objet.

Article 10. -Acomptes et paiements partiels définitifs

Sans objet.

Article 11. -Paiement - établissement de la facture

11.1. Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS et sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement se décompte :

- de la date d'admission comme définie à l'article 5 du présent CCAP, si l'établissement a reçu la facture avant l'admission
- de la date de réception de la facture si celle-ci est reçue après l'admission.

11.2. Présentation des demandes de paiement

Il sera établi une facture mensuelle par établissement après service fait.

Pour les structures de l'EPSM du Finistère Sud, le nombre de jours de fermeture de la structure et les interventions non effectuées du seul fait du prestataire ou des prestations défaillantes feront l'objet d'un avoir mensuel.

La formule de calcul de l'avoir sera la suivante :

(Montant HT mensuel de la prestation de la structure ÷ Nombre moyen d'heures mensuelles d'intervention sur l'année) x Nombre d'heures non effectuées dans le mois.

En cas de fermeture prolongée exceptionnelle, un avenant sera établi pour suspendre la prestation.

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro du marché, ainsi que le numéro et la date du bon de commande correspondant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal
- le code service
- la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC des prestations exécutées
- la date de facturation.

Les factures seront déposées sur la Plateforme CHORUS Pro via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Le titulaire communiquera avec la facture les comptes rendus électroniques justifiant le service fait.

Les factures qui ne respectent pas les règles de présentation seront automatiquement rejetées.

Chaque bénéficiaire communiquera au titulaire le code service à indiquer sur CHORUS Pro.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier Principal de Quimper - Centres Hospitaliers ou la Trésorerie de Douarnenez

Le titulaire pourra donner sa créance en nantissement dans les conditions prévues aux articles R21191-46 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur le nantissement des marchés est le Directeur Général du Centre hospitalier de Cornouaille.

11.3. Intérêts moratoires

En application des articles L2192-13 à 14 et R2192-31 à 36 du Code de la Commande Publique, le défaut de paiement dans les délais prévus par le CCAP fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le dépassement de ce délai maximum ouvre droit pour le créancier :

Au versement d'intérêts moratoires, calculés de la manière suivante :

Le taux d'intérêt applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE), augmenté de huit points. Le taux de la BCE à prendre en compte est le taux en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

La formule de calcul des intérêts moratoires applicables sera donc la suivante :

Montant TTC non payé dans les délais x nb jours dépassement x taux d'intérêt BCE + 8 points
365

Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Article 12. Clauses techniques

Se reporter au CCTP.

Article 13. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 14. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ci-dessous seront applicables par les établissements bénéficiaires en cas de manquement du titulaire à ses obligations. Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Aucune exonération ne sera accordée au titulaire.

Désignation de la pénalité	Montant de la pénalité	Article de référence
ASSURANCE / SECURITE		
Non remise de l'attestation d'assurance en cours de marché	150 € par jour de retard	Art 4.1 du CCAP Art 13 du CCTP
Perte d'une clé	Coût de remplacement de la clé et de l'organigramme complet 1000 € HT / cas constaté	Art 10 du CCTP
Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques (PPSPS)	1000 € HT / cas constaté	Art 2 et 10 du CCTP
Activation / neutralisation d'alarme (sécurité) : il est de la responsabilité de l'entreprise de neutraliser ou d'activer l'alarme lors de sa prestation pour les sites concernés.	500 € HT / cas constaté	Art 10 du CCTP
Non-respect des consignes de sécurité	250 € HT / cas constaté	Art 10 du CCTP
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité	5000 € HT / cas constaté	Art 3 du CCTP
Oubli de clefs sur la porte, porte non fermée à clef Fenêtres laissées ouvertes	500 € HT / cas constaté	Art 10 du CCTP
PERSONNEL		
Non transmission de la liste nominative du personnel avant le début du marché	1000 € HT / jour de retard	Art 4.1 du CCAP Art 3 du CCTP
Non-actualisation de la liste du personnel	250 € HT / cas constaté	Art 3 du CCTP
Défaut de formation du personnel	250 € HT / cas constaté	Art 3.6 du CCTP
Absence de personnel d'encadrement qualifié prévu aux effectifs	1000 € HT / cas constaté	Art 3.8 du CCTP
Absence de port du badge des agents du	50 € HT / cas constaté	Art 3.2 du CCTP

titulaire		
Non-respect des conditions vestimentaires des agents de propreté ou Absence de tenue ou Tenue non identifiée	50 € HT / cas constaté	Art 3.2 du CCTP
Etat d'ivresse / Stupéfiants	500 € HT accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement	Art 3.11 du CCTP
ORGANISATION DU TRAVAIL / CONTROLE QUALITE		
Non transmission du planning détaillé des prestations	500 € HT / jour de retard	Art 6 du CCTP
Prestation non exécutée et non remplacée sous 48h	500 € HT / cas constaté	Art 3.10 du CCTP
Non-respect du volume horaire et/ou de l'effectif mentionnée(s)	500 € HT / cas constaté	Annexe 1 au CCTP Art 6.2 du CCTP
Intervention en dehors des heures contractuelles sauf autorisation	150 € HT / cas constaté	Art 6.2 du CCTP
Non-respect des engagements du titulaire concernant les contrôles prévus dans son mémoire technique (badgeage, contrôle qualité, traçabilité...)	500 € HT / cas constaté	Art 11 du CCTP
Défaut d'entretien et de rangement des locaux ménage	50 € HT / cas constaté	Art 4 du CCTP
Non-respect du protocole de collecte et évacuation des déchets	250 € HT / cas constaté	Art 8 du CCTP
Absence d'action correctrice suite aux mails de l'établissement adhérent ou bénéficiaire	1000 € HT / jour de retard	Art 11 du CCTP
<p>Suite au contrôle qualité contradictoire trimestriel et en l'absence d'amélioration, des pénalités pourront être appliquées. Une fiche de constatation sera établie et les pénalités appliquées :</p> <p>La qualité de la prestation est jugée à partir de critères notés 0 ou 1 selon une fiche d'évaluation validée par les deux parties à la mise en place du marché. Un score est attribué au prestataire. En fin de contrôle la fiche est signée par les deux parties.</p>	<p>Tout score inférieur à 80% mais supérieur à 50% pourra entraîner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'application d'une pénalité de 150€ HT sur la prochaine facture. - la programmation d'une contre-visite. <p>Tout score inférieur à 50% pourra entraîner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'application d'une pénalité de 300€ HT sur la prochaine facture. - la programmation d'une contre-visite. 	Art 11 du CCTP
PRODUITS ET MATERIEL		
Non transmission de la liste du matériel et produits utilisés et autorisés par l'établissement au début ou en cours de marché	500 € HT / jour de retard	Art 4.1 du CCAP
Absence de livraison / installation / mise en œuvre des matériels, équipements et produits exigés au marché pour assurer la prestation	1000 € HT / cas constaté	Art 9.1 du CCTP
Utilisation de produits d'entretien non agréés par l'établissement adhérent ou bénéficiaire ou non conformes à la législation / réglementation en vigueur ou non étiquetés	150 € HT / cas constaté	Art 9.2 du CCTP

Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé ou par l'établissement adhérent ou dangereux	500 € HT / cas constaté	Art 9.1 du CCTP
--	-------------------------	-----------------

La preuve du manquement du titulaire à ses obligations sera faite par l'établissement bénéficiaire de la prestation par tout moyen (photos, échanges de mail, facture, plainte, rapport circonstancié du cadre...)

Les pénalités seront appliquées à la discrétion de l'établissement bénéficiaire.

Article 15. Informations techniques – Transfert de compétences

Sans objet.

Article 16. Dispositions diverses

16.1. Assurance

Il sera fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Article 17. Règlement des litiges

17.1. Règlement amiable

La recherche d'un règlement amiable entre les parties, puis, en cas d'échec, par la saisine du CCIRA est un préalable obligatoire au recours contentieux.

A défaut d'accord, elles s'engagent à saisir l'instance consultative suivante :

DIRECTE DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso

BP24209

44 042 NANTES Cedex1

17.2. Règlement des contentieux

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique, à savoir le tribunal administratif de Rennes.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES.

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

La loi française est seule applicable.

Article 18. Résiliation – Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles L2195-1 à 6 du Code de la Commande Publique et 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation de l'accord-cadre.

En cas de résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 19. Modification du marché – clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 à 10 du Code de la Commande Publique, des avenants pourront être conclus en cours de marché dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial (complément d'information administratif ou technique)
- Modifications de références
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc sous réserve de maintien des conditions du contrat
- Variation de prix en cas de survenance d'événements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat
- Prolongation du marché dans des circonstances dûment justifiées
- Précisions suite à erreur matérielle
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché).
- Services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant
 - serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;
 - présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Article 20. Obligations du titulaire

20.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

20.2. Modification des données administratives

Le titulaire de l'accord-cadre doit informer le pouvoir adjudicateur ou son représentant, de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un courrier précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché en joignant un relevé.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement au pouvoir adjudicateur ou son représentant avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

20.3. Reprise du personnel du titulaire précédent

Conformément aux règles (article L.1224-1 du Code du travail) et à l'usage dans la profession (Annexe 7 de la convention collective des entreprises de propreté), le prestataire est tenu de reprendre le personnel de l'entreprise qui assurait précédemment les prestations.

Le prestataire doit donc se rapprocher de l'ancien titulaire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

En 2024, le prestataire de l'EPSM du Finistère Sud employait 26 personnes pour 5.95 ETP environ, soit 10 826 h par an.

Le montant de la masse salariale annuelle non chargée était de 142 942€.

Les données 2025 n'ont pas été transmises par l'actuel prestataire.

Article 21. Traitement des informations comportant des données

Les informations qui sont recueillies dans le cadre du présent accord-cadre font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnel et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des candidats (adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopie, adresse de courrier électronique).

Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché et seront conservées pendant toute sa durée et en archivage pendant une durée de cinq ans suivant sa fin, conformément aux obligations du GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille.

Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure et/ou sa commercialisation auprès des établissements membre du GHT de l'UHC.

En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

Conformément à la réglementation en vigueur, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent à tout moment :

D'un droit d'accès à ses données à caractère personnel traitées par le GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

D'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier ;

D'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension ;

D'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel ;

D'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel les concernant ;

D'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

Elles peuvent exercer ces droits à tout moment en adressant un courriel au délégué à la protection des données du GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille

Article 22. Confidentialité, sécurité et protection des données

L'offre du Titulaire doit être conforme aux dispositions légales actuelles ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable au 25 mai 2018 et à ses dispositions de transposition.

Le Titulaire est ainsi tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données à caractère personnel dont l'établissement membre du GHT de l'UHC a la charge.

Par ailleurs, le Titulaire et l'établissement membre du GHT de l'UHC qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou l'établissement membre du GHT de l'UHC, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 23. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article suivant du CCAG	Par l'article suivant du CCAP
4.1	2 Documents contractuels
11.5	12.1. Mode de règlement
14	14 Pénalité
5.1	19. Résiliation

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de fournitures et services sont applicables au présent accord-cadre dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.